

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°17 été 2008 - Prix libre

Beau comme une prison qui brûle



Suite aux incessantes brimades, insultes, brutalités... sur ses occupants sans-papiers, une saine révolte emporta le centre de rétention administrative de Vincennes dans une colonne de fumée. Nous pouvons rêver que de ces cendres naisse l'espoir d'une société plus humaine débarrassée de ces insupportables lieux d'enfermement.

Mais est-ce bien à l'ordre du jour : on vient de dépasser le seuil des 65 000 détenus (un peu plus de un pour mille habitants). Et cela, en jalosant « l'ami américain » qui, lui, atteint les proportions de un pour cent habitants ! Il n'y a pas de « petits » profits pour la société capitaliste : l'État vient de confier à Bouygues la construction de trois nouvelles prisons avec de nombreuses concessions pendant 27 ans.

Tout est prêt pour les remplir : de nouveaux fichiers (Edvige) ratissant large le citoyen, une bonne indifférence de pantouflards, de la bavure à qui mieux mieux, une couche de délation stimulante... et c'est parti.

Y'en aura pour tout le monde. A qui le tour ?



Tous en colère

Tournons la page p. 2
Aux urnes etc. p. 3

La gueule toute verte

Rayonnant de... santé pp. 4-5

Capitalisme à la poubelle

Faim de tout pp. 6-7
Passez la monnaie p. 8

Programmes de l'été en encart

Coups de gueule

Fermez-la ! p. 9

Patrons dans la mouise

Salauds de pauvres p. 10

Alertes

Le vent du fric p. 11
Tous fichés p. 11

Mauvaises fréquentations

Noir de femmes pp. 12-13

Mauvaises lectures

p. 14

Revue de crise

p. 15

Rendez-vous

vous êtes cernés p. 16

Ceux qui ne bougent pas, ne sentent pas leurs chaînes

2 - Tous en colère

La presse régionale se réorganise... et alors ?

La fermeture de l'agence d'Aubusson du quotidien régional « La Montagne » (du groupe Centre-France) va être effective dès la fin de cet été, et ceci, malgré une tentative de résistance et de soutien (réunion publique, pétition...) de la part de la municipalité et de quelques habitants. Cette lutte bien peu active (plutôt symbolique) et tellement peu politique, pleine d'ambiguïtés « idéologiques » ne pouvait déboucher que sur un échec complet.

Impératif de fermeture

Un des responsables de *La Montagne* explique qu'aucun impératif économique n'a dicté leur décision. À court terme, peut-être, mais à plus long terme, ça ne fait guère de doute. Cette réorganisation de la presse régionale, et même nationale, n'est pas nouvelle. Elle n'est que la conséquence politique et économique d'un choix idéologique bien affirmé : capitalisme et libéralisme ne se sont guère fait remarquer par quelques scrupules humanistes que ce soient.

Mais cette fermeture est-elle si grave que cela ? Avions-nous réellement notre place dans cette lutte ? Si on met de côté l'aspect humain (licenciements, dégradation des conditions de travail, précarisation...), il ne nous reste pas tellement de choses à défendre.



Drôles d'inquiétudes

La « qualité » et la quantité de l'information concernant cette région de Creuse vont sûrement laisser à désirer. Certains s'inquiètent déjà des dégâts que cette fermeture d'agence locale pourrait provoquer sur « les annonces du carnet, des manifestations sportives ou associatives sans oublier les annonces publicitaires » (municipalité d'Aubusson). Si leur inquiétude n'est suscitée que par ces seuls aspects de l'information locale (même si certaines de ces annonces restent tout de même intéressantes pour nombre d'entre nous), alors on peut sérieusement s'interroger sur la conscience politique et l'engagement qui en découlent, de ces chers habitants pétris de citoyenneté. Et quand ce sont des élus qui relaient ces seules inquiétudes, alors, il y a de quoi s'inquiéter (pour les plus naïfs d'entre nous) sur leur volonté réelle de développer et d'encourager une véritable participation de tous à la vie de la Cité.

Certes, dans ce quotidien régional, nous trouvons régulièrement diverses informations qui ne peuvent que nous intéresser. Elles nous permettent de mieux connaître les rouages de la politique et de l'économie locales

Choix idéologique

L'apologie régulière de l'armée et de ses sbires à l'occasion d'une quelconque célébration, du départ d'un haut gradé ou de l'activisme forcené au camp de La Courtine reflète bien les positions du quotidien. Encenser la vertu pédagogique de la présence de jeunes à l'entraînement de quelques fiers-à-bras dans un combat de rue d'un hameau, à La Courtine n'est pas neutre idéologiquement, loin de là ! Cet exercice qualifié de « maintien de l'ordre » peut d'avantage inquiéter que rassurer les mauvais citoyens que nous sommes. Tout cela nous est présenté comme une « aide possible » étant uniquement à destination de quelques pays africains, arabes ou autres en proie à un désordre forcément antidémocratique. Mais qui ne se souvient, en ce quarantième anniversaire, que l'armée avait été mise en alerte en mai 68, prête à intervenir pour mater les étudiants et les ouvriers qui luttaient pour autre chose que ce que la société capitaliste avait prévu pour eux ? Pense-t-on réellement que dans certaines conditions, cette situation ne pourrait pas être réitérée ?

D'autres exemples comme celui-ci, dans toutes sortes de domaines politiques, économiques, sociaux, culturels... remplissent au fil des jours les pages du quotidien. Tout cela agrémenté de « Propos d'un montagnard » et d'éditoriaux, pour le moins, assez orientés la plupart du temps, quand ils ne relèvent pas, tout simplement, d'une indigence intellectuelle effarante, voire, parfois, douteuse. Il est clair que la direction de *La Montagne* (et certains de ses journalistes, par intérêt ou par conviction ?) a choisi son camp idéologique, ce n'est assurément pas le nôtre ! À chacun d'assumer ses choix et les conséquences qui en découlent.

« Notre » journal

Que certains « s'interrogent sur la nature même de cette décision [fermeture de l'agence], injuste, alors que la fidélité des Creusois n'a jamais fait défaut à

"notre" organe de presse local » ne peut que susciter notre étonnement devant une telle naïveté ; mais, peut-être, n'est-ce encore qu'une fausse indignation (et interrogation) bien courante dans tous ces milieux politiques, citoyennement corrects ?

Ce qui est sûr, c'est que pour nombre d'entre nous, ça n'a jamais été « notre » organe de presse local. Celui-ci reste à construire, mais c'est une autre affaire,

Je réclame la liberté de la presse !

Actuellement, la liberté de la presse n'existe pas. Les journalistes sont des crapules, manipulateurs de l'opinion qui trompent le peuple de crainte de se retrouver « sans revenu garanti ». Ils ont peur d'avoir faim, de tomber dans la dèche. Être ou ne pas être sujet à cette peur est affaire de personnalité. Tout homme n'a pas la capacité de rester droit, honnête et ferme dans ses convictions face à l'éventualité de ne pas manger à sa faim. Le journaliste, en tous cas, ne l'a pas. J'exige son indépendance économique immédiate à l'égard de son employeur. J'exige qu'on lui donne l'occasion de prouver qu'il peut être un brave type lorsqu'il n'est plus menacé de licenciement, et donc de faim. La presse doit être assumée par des hommes libres.

Tant que le gouvernement n'aura pas établi cette séparation entre presse publicitaire et presse « d'opinion », il n'y aura pas de liberté de la presse, il n'y aura pas de journaliste libre. Tant que le gouvernement n'aura pas créé cette liberté de la presse, les travailleurs, les soldats et tous les hommes dont le bien-être est quotidiennement en butte aux infamies de la presse et des journalistes ont le droit et le devoir d'empêcher la presse de travailler « tranquillement ». Il faut extirper la peste. Supprimons les causes, les effets disparaîtront.

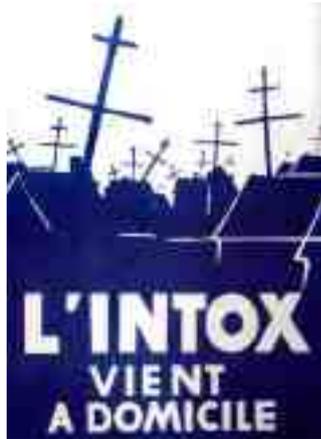
Un journal ou une revue qui ne peut subsister sans revenus publicitaires n'a aucun droit à l'existence.

Ben Traven / Ret Marut

tiré de son journal *Der Ziegelbrenner* (Munich, 1919).

bien plus difficile que de se laisser abreuver chaque jour d'informations insidieusement orientées. Ce projet de journal local indépendant demande beaucoup d'énergie, de travail, de moyens à se donner, d'imagination... mais aussi de volonté politique dénuée de toute ambition de prise de pouvoir.

Un non-journaliste



Ben Traven

B. Traven, aux multiples noms et pseudonymes (Ret Marut...), est décédé à Mexico en 1969.

Né vers 1890 en Allemagne... il débute en tant qu'acteur de théâtre, et journaliste militant vers la fin de la guerre. En septembre 1917, il fait paraître le premier numéro de sa revue, *Der Ziegelbrenner* (*Le fondateur de brique*), véritable « brûlot » libertaire aux articles percutants et sans concession.

L'écroulement de l'empire avec la défaite allemande en 1918, créa une période des plus propices au développement de mouvements révolutionnaires (spartakistes, anarcho-syndicalistes - FAUD -...). Assez vite, des conseils ouvriers se mirent en place, en particulier en Bavière. B. Traven y participa très activement auprès d'anarchistes célèbres. Mais la répression organisée par les sociaux-démocrates va écraser

dans le sang ces « îlots communistes ». Il échappe de justesse aux massacres en mai 1919.

En fuite, il se cache mais continue à publier *Der Ziegelbrenner* jusqu'en décembre 1921. Il parvient à quitter l'Allemagne, passe en Belgique, en Hollande, en Angleterre (quelques mois en prison)... puis, finit par rejoindre en 1924 le Mexique qu'il ne quittera plus jamais.

Là, commence une vie entièrement nouvelle, en particulier, dans la jungle du Chiapas. En osmose avec « les indiens mexicains et le prolétariat mexicain » qu'il « considère comme ses amis les plus profonds », il va écrire de nombreux romans magnifiques (*Le Vaisseau des morts*, *La Révolte des pendus*, *La Charrette*, *Indios...*) dont certains seront adaptés au cinéma (*Le Trésor de la sierra Madre* avec H. Bogart).

L'apolitisme de nos campagnes

Dans les petites communes creusoises ou non, les élections municipales intéressent presque tout le monde, pour une raison ou pour une autre. Les anars ne sont pas en reste car ils considèrent qu'une société de type libertaire s'organiserait nécessairement à partir de petites unités de base : à la campagne, la commune et en ville, le quartier.

Que faire ?

Certains ont choisi d'être sur une liste avec enthousiasme, considérant qu'ils pourraient faire des choses intéressantes ; pour d'autres ce fut, plutôt, par goût du pouvoir, par résignation sinon par conformisme du devoir à accomplir de tout citoyen actif politiquement bien éduqué. Certains ont voté, d'autres non, tous avec des raisons plus ou moins « bonnes ». Mais, aujourd'hui, les municipales de 2008 sont passées, et nous pourrions dire avec Léo Ferré, « *ils ont voté et après ?* ».

Des listes s'affichent plus ou moins clairement de gauche, de droite ou d'autres choses ! D'autres listes se déclarent tout simplement d'union : mais d'abord, union de quoi ?

Les choix politiques

Il serait bien naïf de croire qu'il n'y a pas de positionnement politique sur la plupart des problèmes que pourront rencontrer ces nouveaux élus. Pour donner quelques exemples :

- se battre pour garder un service public dans un village est un choix politique (un point ou un relais poste n'est

pas équivalent à une poste ; quoique l'exemple de la Poste ne soit, peut-être, pas très bien choisi compte tenu de son évolution très prochaine),

- s'organiser pour que la municipalisation de l'eau se mette en place ou reste, c'est un choix politique. Avoir une eau qui soit un véritable « bien commun » n'a pas grand chose à voir avec le fait d'être sous les griffes privées de vautours tels la Saur, Véolia...

- refuser « l'accueil » minimum en cas de grève dans l'école primaire du village, c'est se positionner politiquement,

- municipaliser des bâtiments pour les mettre à la disposition de tous afin d'en faire des lieux de réflexion et de débat (« Maison du peuple » et autre « Bourse du travail »), n'est-ce pas un engagement politique fort ?

- organiser des assemblées générales afin de stimuler une réelle vie démocratique inexistante aujourd'hui, c'est à dire le choix politique demoyens à tous pour exister en tant qu'individu libre et responsable (cf. « *Les moissons de la révolte* », documentaire projeté lors du festival « Bobines Rebelles »).

La liste pourrait encore être longue.

Lutter ou perdre

À côté de ces choix sur des points pratiques concernant de près les habitants de la commune, il y a aussi toutes les prises de position souhaitées qui relèvent plus de la solidarité et de l'engagement politiques en général : mettre la commune hors AGCS (*), hors OGM, refuser l'utilisation des différents fichiers de surveillance de la population, prendre sous sa protection (cacher...) quelques sans-papiers apeurés par le zèle ignoble de certains... (cf. l'interview pp. 12 et 13).

Que de travail pour qu'une véritable vie « politique » basée sur l'entraide, la solidarité se développe dans nos communes ! Il ne nous reste plus, dans les conseils municipaux et hors de ceux-ci, qu'à nous battre pour que nos « rêves » deviennent réalité, et à ne pas oublier que « *si tu ne veux pas participer à la lutte, tu participeras obligatoirement à la défaite* ».

F. Laveix

(*) : Accord général sur le commerce et les services.

Obéir peu, résister beaucoup

4 - La gueule toute verte

Dormez bien, la situation est sous contrôle.

Le Mercredi 4 juin, les infos d'Arte (19h45) font état d'une alerte européenne suite à un incident survenu dans une centrale nucléaire en Slovaquie. Il s'agirait d'une fuite. Le Journal de 20h sur la 2 relaie la même info assortie d'un commentaire apaisant d'un ministre slovaque disant qu'il n'y a aucun danger. 20H30, je téléphone à la gendarmerie pour avoir des précisions : s'il s'agit d'une alerte européenne, l'affaire doit être sérieuse et il y a sûrement des procédures d'information vers la population. Le gendarme qui me répond n'est au courant de rien, nous convenons que je rappelle une heure plus tard. Deuxième coup de fil, le gendarme n'a toujours aucune info émanant de la Gendarmerie, il n'a rien trouvé sur internet, et conclut « si ça serait grave, il y aurait plus de renseignements » !

On nous a bien expliqué, le lendemain, que cette affaire n'était pas grave et qu'il y avait eu un dysfonctionnement dans le système d'alerte européenne. Soit. Mais si l'affaire avait été sérieuse, mon gendarme aurait-il été plus au courant ? Tout permet de supposer que non !

Quel crédit accorder aux informations qui nous ont été transmises ? La porte-parole de la présidence slovaque a affirmé « qu'il n'y avait pas de danger pour la population et pour l'environnement, que la fuite ne concernait aucune substance radioactive mais le l'eau ». L'eau c'est pas de l'uranium, bandes d'ignares, mais cette eau était celle du circuit primaire de refroidissement en contact direct avec le



combustible du réacteur, par définition très polluée, sinon il n'y aurait pas des circuits secondaires et tertiaires pour refroidir cette eau elle-même et éviter de la rejeter dans la nature !

Deux incidents nucléaires viennent de se produire à Tricastin et à Romans, on apprend que pour Tricastin, le sous-traitant chargé de la maintenance faisait mal son boulot et que les fameuses « autorités de contrôle » étaient au courant mais n'ont rien fait !

Un mois avant ces incidents, le Journal l'Echo de la Creuse titrait « Les anciens sites miniers sous haute surveillance », un article à la gloire du nucléaire donnant

la parole à un ingénieur de la DRIRE (Direction régionale de l'industrie et de l'environnement du Limousin) « la pollution radioactive ne nous inquiète pas. [...] On opère par contrôles inopinés et on garde la totale maîtrise des points de contrôle. » La DRIRE de Romans avait certainement la même maîtrise des contrôles ce qui n'a pas empêché des fuites d'effluents radioactifs de se déverser dans l'environnement depuis plusieurs années. Dormez bien, la situation est sous contrôle. Dès qu'il s'agit de nucléaire, les informations sont top secret.

L'article de Jean-Pierre Minne (cf. ci-dessous), membre de l'association *Oui à l'avenir* qui milite contre l'enfouissement des déchets radioactifs, fait le point sur les anciennes mines d'uranium de Creuse. « Anciennes » peut-être pour pas longtemps car les difficultés d'approvisionnement de la France, en particulier au Niger (voir article de Laurence Biberfeld page 9), et la hausse des cours des matières premières vont rendre à nouveau rentable une extraction du minerai sur notre territoire. Nous sommes à la fois menacés par l'enfouissement des déchets radioactifs et par la reprise de l'extraction d'uranium. Il faut être très vigilants et se tenir prêts à réagir vite car les informations ne circulent qu'au dernier moment quand il est souvent trop tard pour s'opposer légalement à ces processus.

Patrick Faure

Les mines d'uranium en Creuse

En France, l'industrie de l'uranium s'est développée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les activités d'exploration, de production, de traitement et de stockage de minerai d'uranium ont démarré à la fin des années 1940 pour se terminer en 2001.

Elles ont concerné près de 200 sites répartis sur 25 départements, essentiellement dans le Massif central et contreforts, surtout en Haute-Vienne et dans l'Hérault, ainsi qu'en Vendée.

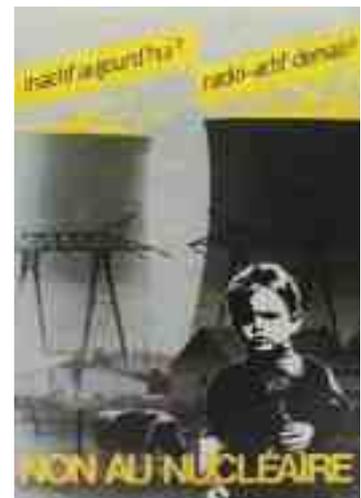
Les minerais d'uranium exploités en France avaient une teneur assez faible, de l'ordre de quelques kilogrammes de métal par tonne de minerai. C'est un mélange de deux isotopes principaux, l' U^{238} (99,3%) et l' U^{235} (0,7%). Seul l' U^{235} est fissile, et il est nécessaire d'augmenter sa teneur en uranium pour

fabriquer le combustible nucléaire qui alimente les centrales.

Ce minerai est enrichi par lixiviation pour donner du concentré marchand : le « yellow cake », qui est converti en UF₆, lui même enrichi et transformé pour aboutir au combustible nucléaire. C'est ainsi que pour l'ensemble des exploitations, 76 000 tonnes d'uranium ont été produites à partir de 52 millions de tonnes de minerai, soit une teneur moyenne de 0,15%.

En Creuse, 20 sites ont été recensés dans le dernier rapport réalisé en 2007, à la demande des Ministères en charge de l'environnement et de l'industrie par l'IRSN (*). Intitulé « MIMAUSA » pour Mémoire et Impact des Mines d'urAniUm : Synthèse et Archives. Il faut rappeler que le précédent rapport de juillet 2004 n'avait recensé que 15 sites

pour la Creuse (au lieu de 20) avaient été « omis » des sites sur lesquels auraient été pratiquées uniquement des activités de recherche d'uranium.



La gueule toute verte - 5

Ce rapport, corrélé à celui de 2004, fait apparaître l'absence d'informations réglementaires sur ces sites par rapport aux différents codes et lois : plan de prévention des sites miniers (Code minier), Code de la santé, les obligations faites par la loi des gestion des déchets radioactifs de juin 2006, et enfin les obligations de surveillance de ces sites.

De nombreuses erreurs et omissions figurent sur ce rapport commandé par l'IRSN : confusions entre communes et sites, dans les titres miniers correspondant aux permis d'exploitation, dans le type de stockage, sur la nature des cours d'eau récepteurs (parfois absents ou non signalés, alors que nous les connaissons, ils existent). L'historique administratif des sites est mal renseigné ou pas du tout renseigné.

Il faut rappeler la lutte menée en 2000 et 2001 contre le projet d'implantation de « laboratoires de recherche » dans des sites granitiques. Il s'agissait de trouver une poubelle géologique pour enfouir les déchets hautement radioactifs à vie longue. Nos investigations ont été fructueuses : nous avons découvert que les 42 communes adjacentes de Creuse et du Puy-de-Dôme visées par la mission MINGASSON en 2000 n'avaient pas été choisies au hasard mais « triées » dans le cadre géographique décalqué des projets d'exploitations minières d'uranium menés par la COGEMA. L'idée était d'enfouir dans le secteur de Crocq (Creuse) et Fernoël (Puy-de-Dôme) les déchets hautement radioactifs et à vie longue produits par les centrales électronucléaires françaises, voire étrangères. La lutte énergique et solidaire de centaines de Creusois et de Puy-de-Dômois a fait reculer puis annuler la démarche.

Cette aventure n'est pas terminée : dans le Lot et le Cantal, 183 communes ont été démarchées, ces derniers jours, par l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et le ministère de l'Environnement pour y enfouir des déchets de faible



radioactivité et à vie longue. Nos régions désertées par les services publics restent la poubelle idéale pour les déchets industriels.

Actuellement en Creuse, notre vigilance s'applique à l'environnement et à la mise en sécurité des sites miniers abandonnés. La plupart des procédures légales n'ont pas été respectées par l'exploitant : procédure d'arrêt des travaux en rapport avec le code minier, respect de la législation des installations classées, dispositifs de surveillance voire, plus grave, les conditions d'utilisation actuelles de ces mines abandonnées.

Il faut savoir que le ministère de l'Écologie actuelle a lui-même reconnu au Sénat la dangerosité résiduelle de ces installations. Par exemple, le site de la Ribière qui a fait l'objet d'une exploitation minière à ciel ouvert jusqu'en 1984, par la société des mines de Jouac (SMJ) avec une installation de lixiviation statique exploitée jusqu'en 1985. Les installations présentes sur le site sont aujourd'hui démantelées et il a été réaménagé et clôturé. Mais il y reste environ deux millions de tonnes de

résidus de l'exploitation et du traitement du minerai d'uranium. Quelle surveillance ? Quelles précautions prises aujourd'hui pour l'environnement sachant que les eaux ruissellent et alimentent nos cours d'eau ?

Depuis, l'ACRO (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'ouest qui gère un laboratoire indépendant d'analyse de la radioactivité) a effectué des mesures rigoureuses sur trois sites miniers abandonnés : la Ribière, Chaumaillet et les Grands Champs ; les conclusions sont étonnantes et alarmantes - 4 à 5 000 becquerels par kg d'uranium 235 et 238 même dans des secteurs où aucune activité d'enrichissement n'a été déclarée par l'exploitant.

On trouve aujourd'hui au Niger (deuxième détenteur mondial des réserves d'uranium) la même stratégie de mépris des mineurs et de destruction de l'environnement que celle qui a été menée en Limousin avec, en prime, une guerre larvée qui menace non seulement le Niger mais aussi les pays voisins.

L'article 4 de la loi du 28 juin 2006 (gestion des déchets radioactifs) oblige l'exploitant des anciennes installations d'extraction et de traitement de minerai d'uranium à remettre à l'administration, avant le 31 décembre 2008, une étude relative à l'impact sur la santé et l'environnement de ces stockages et de préciser, si nécessaire, les mesures envisagées pour renforcer les dispositifs de prévention des risques d'exposition au public.

Le Préfet de la Creuse a pris un arrêté pour appliquer ce dispositif, le 21 janvier 2008. Ce document n'a pas été publié au Recueil des actes administratifs mais il nous a été communiqué le 28 mars dernier. Nous souhaitons que les évaluations et les expertises prescrites par cet arrêté associent des organismes agréés extérieurs.

Jean-Pierre Minne

(*) : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5€ (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10€ (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100€ (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Citron Libre et adressez-le à Creuse-Citron C/o CNT 23, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

6 - capitalisme à la poubelle

LA FAIM DU MONDE ?

Les pauvres gâcheront-ils la digestion des nantis de ce monde ? Les émeutes planétaires des affamés, victimes de la hausse des produits alimentaires, ébranleront-elles les bases du système mondialisé ? Les exactions des forces du désordre suffiront-elles à protéger les gagnants, les décideurs, les spéculateurs ? Les « experts » vont-ils pouvoir continuer à s'approprier la politique et la science pour aménager un capitalisme que seuls les peuples, à travers leurs combats, leurs solidarités, leurs mémoires, leurs cultures, peuvent abattre ?

Place au jeûne

Alors que l'effervescence sur les prix des marchés des matières premières et de l'énergie s'épanouit depuis cinq ans, les produits agricoles, longtemps sous-évalués, flambent cette année. Plusieurs éléments conjoncturels y contribuent. Ainsi les aléas climatiques, sécheresse en Australie, pluies en Europe, gel en Argentine, ont diminué l'offre. De même le boom des agrocarburants (cf. Creuse-Citron, n° 14) participe efficacement au

Rome antique, en est devenu le premier importateur mondial.

Les hausses actuelles profitent aux gros producteurs céréaliers, australiens, canadiens, argentins, européens pour le blé, états-uniens pour le maïs... En ce qui concerne le riz, le Vietnam, l'Inde, l'Égypte réduisent leurs exportations pour contenir leurs prix intérieurs ; l'offre mondiale est ainsi de 420 millions de tonnes pour une demande de 430 millions. La situation inspire cer-

que 150 000 « exploitants agricoles » en 2015 ! Sous la pression du FMI, de la Banque Mondiale et de l'Organisation Mondiale du Commerce, beaucoup de pays du Sud ont sacrifié leurs cultures vivrières au profit de cultures d'exportation (café, cacao, coton...) soumises à la loi du marché, qui n'est que la loi du plus fort. L'importation de produits alimentaires occidentaux à bas prix, car subventionnés, a contribué à ruiner les agriculteurs locaux, contraints de quitter leur terre et de devenir de la chair à profit pour les entreprises du Nord, délocalisées ou non. Ainsi Haïti, autosuffisant dans les années 1980, importe du riz bon marché des USA, permettant aux industries légères américaines qui s'y implantent de disposer d'un sous prolétariat particulièrement bon marché. De même, les États côtiers africains vendent leurs droits de pêche aux bateaux-usines des pays « riches » et achètent des conserves de poisson danoises ou portugaises, enrichissant au passage distributeurs, traiteurs, transporteurs... Le Mali, a contrario, a su préserver et renforcer son agriculture, ce qui lui permet d'être relativement épargné par la crise alimentaire. Comment s'en sortent certains pays « émergents » ? Le Brésil, « bon élève » du capitalisme mondial, favorisant les agrocarburants, les OGM, l'élevage extensif, le nucléaire, permettra-t-il au chef du « Parti des Travailleurs » de siéger au Conseil de sécurité de l'ONU ? Tout cela ne profite qu'à une minorité, grands propriétaires, firmes multinationales, apparatchiks politiques, au détriment des paysans sans terre, des habitants des régions pauvres tel le Nordeste, des indiens d'Amazonie victimes de la déforestation...

La « réussite » globale est reconnue par Jacques Diouf, directeur général de l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : « Loin de diminuer, le nombre de personnes affamées dans le monde est en train d'augmenter au rythme de 4 millions par an ». Et cela risque de s'accélérer ; plus du quart des terres souffrent d'érosion et de dégradation des sols, sans compter la désertification qui



rapport d'une partie des terres et de la production agricole (par exemple 10 % pour le maïs). En regard, la demande en provenance des pays « émergents » (Chine, Inde...), essentiellement celle des couches privilégiées, s'accroît. La désertification des campagnes et l'urbanisation correspondante entraînent une évolution du régime alimentaire : en Chine, la consommation de viande a quintuplé en vingt ans ; or sept protéines végétales sont nécessaires pour obtenir une protéine animale. De plus, la terre arable disponible par habitant y est inférieure de moitié à la moyenne mondiale. Peut-on pour autant se contenter du raccourci : « C'est parce que les Chinois mangent trop de viande que les Égyptiens manquent de blé... » ? Il est vrai que l'Égypte, ancien grenier à blé de la

tains, tel Finance Agri : « Soyez un acteur de la volatilité des marchés agricoles ». Les spéculateurs, après avoir alimenté la bulle des « start-up », puis la bulle immobilière, se précipitent sur les marchés à terme agricoles : le volume des capitaux y a septuplé aux USA et quintuplé en Europe, entraînant un surcoût estimé à 30 % ! Les rapaces ont flairé le sang des pauvres...

Les seigneurs de la Terre

Ce qui s'amorce aujourd'hui est la conséquence de choix privilégiant la rentabilité financière au bénéfice d'une minorité, au détriment de la planète et de ses habitants. Ainsi, l'industrialisation de l'agriculture et l'agro-business (cf. Creuse-Citron, n° 8) ont chassé les paysans et méprisé leurs savoirs ; en France de 7 millions en 1950, il ne devrait subsister

Capitalisme à la poubelle - 7

gagne, notamment dans le nord et le sud de l'Afrique. Deux siècles de « progrès » ont massacré la planète, épuisé les ressources, mis en danger les populations. Garnisson Sposito, professeur en sciences des écosystèmes, avertit : « *La qualité des sols pourrait très bien faire la différence entre la survie et l'extinction pour l'humanité* ». Alors, NO FUTURE... pour le genre humain ou pour le capitalisme ?

Debout les forçats de la faim

Le prix des importations agricoles, qui représentent 20 % de la production mondiale, a pratiquement doublé depuis 2000 ; pour les céréales, la progression est de 56 % en un an ! Partout les consommateurs en sont victimes - aussi bien en Angleterre, qui a depuis longtemps sacrifié son agriculture, avec une augmentation de 15 % des produits alimentaires en un an - qu'au Bangladesh, avec un doublement du prix du riz, alors que la nourriture représente 70 % des dépenses ! Sur le marché à terme américain, le blé connaît une hausse de 130 %, permettant aux maisons de négoce, aux gros exportateurs, d'engranger des bénéfices mirobolants. En Afrique, la facture alimentaire augmente de moitié ; les « intrants » qu'elle doit importer (engrais, semences...) valent de 75 % à 100 % plus cher au départ et parfois le triple à l'arrivée, une fois arrosés les divers intermédiaires... Peut-on compter sur la (bonne) conscience des organismes internationaux, des ONG, sur les milliers de petits « Kouchner », sac de riz sur le dos, caméras TV admiratives ? N'oublions pas que cette « manne céleste » charitable avait contribué antérieurement à ruiner les pe-

tités paysans, concurrencés par cette aide « gratuite », et à rétribuer au passage nombre d'auxiliaires des pouvoirs locaux. De toute façon, ces « dons » en nature servaient jusque-là à faire baisser les stocks et soutenir les prix ; quand ceux-ci repartent à la hausse, les pays du Nord préfèrent vendre à la demande solvable. Ainsi, en deux ans, l'aide en céréales a baissé d'un quart !

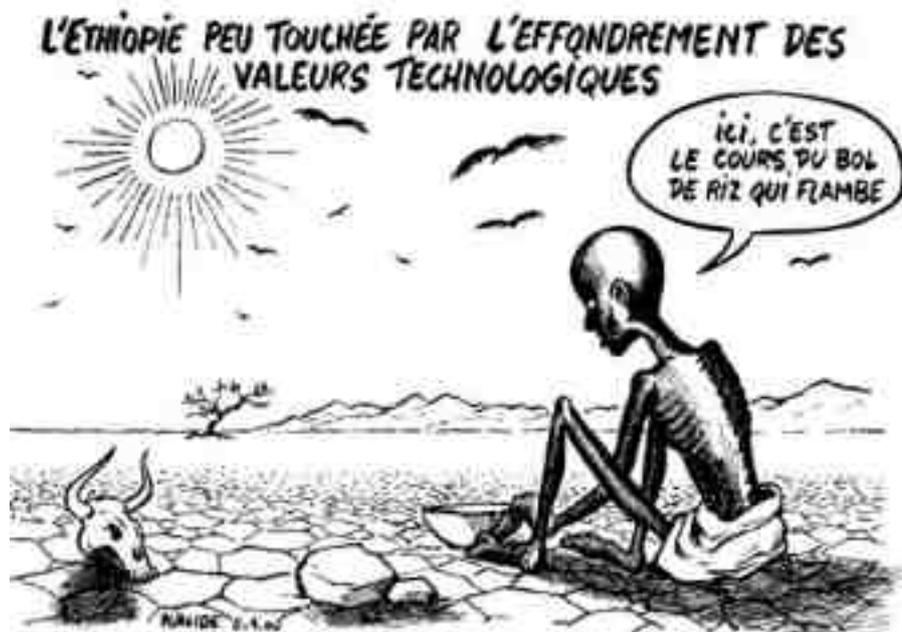
Sans attendre les résultats des belles paroles des jésuites du G8, éclatent les émeutes de nos frères humains burkinabés, camerounais, mauritaniens, mexicains, égyptiens, guinéens, malgaches, ouzbeks, tunisiens... Des chômeurs marocains exigent une répartition plus équitable des richesses. Des manifestants haïtiens détruisent des commissariats, pillent des convois de riz, attaquent le palais présidentiel. De jeunes grecs des quartiers populaires pénètrent en groupe dans les grandes surfaces, s'emparent des produits alimentaires, les redistribuent gratuitement, sous le grand sourire des caissières ; approuvés par la population locale, ces « Robin des bois » avancent des revendications de taxation à bas prix des produits de base. Pour occuper quotidiennement les rues de Séoul, des dizaines de milliers de Coréens s'organisent en multiples groupes de quelques dizaines ou quelques centaines ; ils décident eux-mêmes de leurs actions, pratiquent la démocratie directe, sans hiérarchie, sans chef, sans porte-parole ; ils prennent d'assaut les bus de policiers, désarçonnés par cette créativité et cette intelligence collective ; leur radicalisation développe une conscience politique qu'aucun parti n'arrive à détourner. Face à tous ces mouvements sociaux, la peur

des nantis se traduit dans beaucoup de cas par une forte répression (arrestations, blessés, morts). Les émeutiers haïtiens y répondent : « *Mieux vaut mourir sous les balles que mourir de faim* ».

Le monde doit changer de base

Les miettes de la croissance, jetées aux pauvres, ont longtemps tenté de maintenir une relative paix sociale. Le mirage des lendemains qui chantent justifiait les sacrifices quotidiens : « Si le gâteau augmente, la part de chacun augmentera », « Les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain »... Bien que la réalité démontre l'inanité de telles affirmations, le FMI persiste : « *Une des manières de résoudre les questions de famine, c'est d'augmenter le commerce international* », alors que c'est son étai qui a largement participé aux résultats actuels ! Devant les révoltes qui se répandent et pour nous ramener dans la résignation et la peur, les « experts » de tous poils agitent dans les mé(r)diads les deux visages de Janus : l'optimiste qui affirme que les décideurs, appuyés sur la science et les innovations technologiques trouveront les réponses à tous les problèmes, et le pessimiste qui affiche un catastrophisme chargé de nous maintenir dans un fatalisme paralysant, nous incitant à remettre notre destinée à la Providence et dans les mains... de ces mêmes experts. Ils s'autoproclament seuls à même de comprendre et de quantifier une situation bien trop complexe pour ceux qui en sont les victimes. Ils sont capables d'étudier, de réaliser et de nous vendre un altimètre pour accompagner notre chute dans l'abîme ! L'essentiel est que les « classes dangereuses » restent raisonnables : « *Le consommateur devra apprendre à optimiser son budget, sans se plaindre, en acceptant que le pouvoir d'achat devienne une notion qualitative* », nous enjoint Robert Rochefort, directeur du CREDOC (organisme observant les conditions de vie). Certains gouvernements envisagent un « impératif de consommation citoyenne », moins de pain, moins de couscous, moins de viande ; curieusement, ils ne préconisent pas moins de profits, moins de stock-options, moins de spéculations... Face à de telles provocations, les résistances qui illuminent aujourd'hui la planète vont-elles se transformer en offensives ? Les peuples vont-ils se débarrasser des parasites qui vivent de leurs souffrances ? N'attendons rien de ceux qui veulent nous contrôler, nous diriger. Le capitalisme n'est pas amendable, qu'il crève !

Élan Noir



8 - Capitalisme à la poubelle

Libérons la monnaie

Un collectif de Nantes et du Pellerin, créé autour du mot d'ordre « libérons la monnaie » a lancé le 10 mai dernier un appel pour une authentique Déclaration universelle des droits de l'homme. Si certaines idées semblent empreintes d'idéalisme : un service public destiné à battre en abondance une monnaie sans intérêts permettrait de créer une démocratie économique ouvrant la voie à une démocratie politique, d'autres, et en particulier une vigoureuse critique du salariat, méritent qu'on s'arrête sur ce texte. En voici quelques fragments. Pour une vision plus complète : <http://liberonslamonnaie.blogspot.com>

APPEL DU 10 MAI

1848, l'abolition de l'esclavage n'a pas aboli la servitude.

1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme, légitimant le salariat, perpétue le commerce d'êtres humains.

Préambule pour une authentique Déclaration universelle des droits de l'homme.

1-Considérant que la force de travail physique et intellectuelle de l'individu est la composante essentielle de la nature humaine. Considérant que cette force de travail fait partie intégrante de la personnalité. Chacun doit en être le seul dépositaire et propriétaire. Toute personne ayant droit au libre choix de son travail, chacun disposera librement de sa force de travail, dans le respect d'autrui.

Nul ne peut l'acheter, ou s'en emparer par la ruse, par la force ou tout autre moyen contraire au libre arbitre de chacun. Nul ne peut l'en déposséder contre son gré pour en tirer profit.

2-Considérant que toute avancée nouvelle, scientifique ou technologique, n'est qu'un fruit, qu'une partie infime, à un moment donné, du patrimoine culturel accumulé par les hommes depuis l'aube de l'humanité.

Considérant que le Savoir a cette particularité de pouvoir appartenir à un nombre illimité d'êtres humains, sans en déposséder aucun. Nul ne peut se prévaloir d'un savoir, s'en accaparer, et en limiter l'accès en subordonnant autrui. Considérant que la privatisation des grands moyens de production, d'échange



et de communication crée les conditions qui ne laissent pour solution, au plus grand nombre, que le recours à la servitude dans le salariat. Nul n'a le droit de privatiser ces moyens pour en tirer profit par l'achat de la force de travail d'un être humain.

Considérant que les grands moyens de production, d'échange et de communication font partie intégrante de ce patrimoine. Chacun, de la naissance à la mort, a le droit, en tant qu'héritier de ce patrimoine, à un revenu d'existence. Le temps de travail relevant de l'intérêt général est décidé démocratiquement.

3-Considérant que toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale, chacun est fondé à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité. Considérant que la monnaie est constitutive d'un pouvoir d'acheter des biens et des services qui garantissent les droits fondamentaux de la personne humaine.

Considérant que ce pouvoir d'achat est subordonné au pouvoir de création monétaire. Le pouvoir de création monétaire relève de la volonté des peuples, unique fondement de l'autorité des pouvoirs publics.

Ceux qui détiennent le pouvoir de création monétaire, expression de la volonté commune, ne profiteront pas de leur fonction pour en tirer des intérêts privés, quels qu'ils soient. Nul n'a donc le droit de contraindre autrui à vendre sa force de travail au nom d'intérêts sur la monnaie, intérêts contraires à l'intérêt général.

4-Considérant que les intérêts sur la monnaie, conjugués au salariat, constituent un système qui organise le commerce des êtres humains, mis en situation de vulnérabilité, en vue de tirer profit de leur force de travail. Considérant que le système de création monétaire avec intérêts, associé au salariat, constitue l'obstacle majeur à la satisfaction des besoins garantissant les droits fondamentaux du plus grand nombre. Les intérêts sur la monnaie et le salariat sont abolis.

Après l'esclavage et le servage, l'abolition du salariat annonce la fin de l'Ancien Régime. Le commerce des êtres humains, définitivement aboli, inaugure l'avènement de la démocratie économique respectueuse d'un écosystème dont tous les hommes sont tributaires. La démocratie économique ainsi fondée ouvre la voie à la démocratie en politique.

Extraits de « Plaidoyer pour l'appel du 10 mai »

La liberté, c'est reprendre possession de l'héritage de savoir et de savoir-faire légué à chacun d'entre nous par le travail de nos ancêtres depuis trois millions d'années. [...] Cet héritage nous est confisqué sous l'appellation de propriété privée des moyens de production. Cette confiscation nous place dans un état de nécessité, de manque, de pénurie artificiellement organisée. Cet héritage légitime pour chacun un revenu d'existence dissocié de la production marchande. La nécessaire disparition des emplois destruc-

teurs d'hommes et d'environnement fera que le temps de travail nécessaire dans la sphère collective sera considérablement réduit.

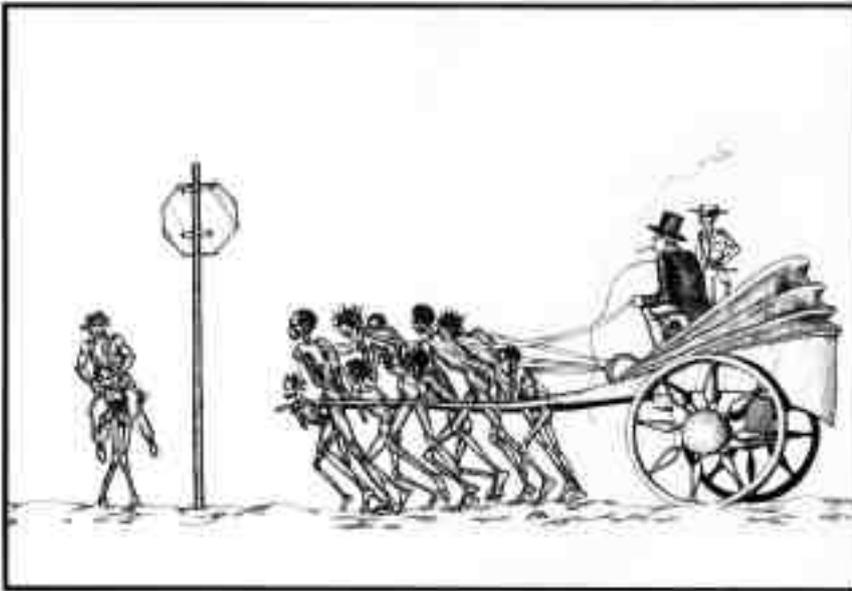
La monnaie sans intérêts, devenue un véritable service public, sera créée en quantité équivalente aux richesses produites. [...]

L'esclave est vendu par un marchand. Le salarié n'est pas vendu, il se vend lui-même. Malgré des différences de conditions d'existence, dans le salariat, comme dans l'esclavage, il y a toujours achat d'une force humaine de travail. L'abolition de l'esclavage n'a pas aboli la servitude. [...] Le Code du travail définit le salariat

comme un rapport de subordination. Or, la subordination est servitude. Le salariat nous oblige à produire des biens et des services qui, souvent, ne relèvent pas de l'intérêt général. [...]

Un seul exemple, au Nord, contre un salaire, nous fabriquons des armes utilisées pour réprimer au Sud les émeutiers de la faim. Émeutes de la faim provoquées par la destruction planifiée de stocks de nourriture. Destruction organisée dans le seul but de maintenir les prix, de maintenir les profits monétaires d'une minorité de privilégiés.

Force dissuadée



De temps en temps, des humanistes bien intentionnés mettent au rang de priorité mondiale la lutte contre la pauvreté. La pauvreté, disent-ils, ne devrait pas exister dans un monde d'abondance. Il suffirait de ramasser la petite monnaie de quelques centaines de multimilliardaires pour faire manger 2,8 milliards de pauvres. Pourquoi n'y arrive-t-on jamais ?

Ce qui pose problème n'est pas la pauvreté, mais la richesse. Vouloir mettre fin à la pauvreté sans se demander d'où vient la richesse est aberrant. On peut aussi penser que les moutons n'auront plus de problèmes avec le loup s'ils deviennent carnivores (mais alors, qui mangeront-ils ?) ou qu'on peut mettre fin à l'indigénat sans toucher au statut des colons. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

La plupart des « occidentaux » ont une idée assez floue des pauvres, et encore plus des riches. Ils savent que 20 % des terriens les plus riches accaparent 80 % des richesses produites, mais leur degré de conscience ne va pas jusqu'à s'englober dans ce fameux 20 %. La France, par exemple, est classée au 9^e rang des pays dont la population compte plus de 20 millions de ces fameux 20 % de terriens riches. Ainsi posée, la question est : fait-on partie de ce Français sur trois qui bouffe comme seize ? C'est qu'on n'est pas riche seulement par statut personnel. On est riche aussi par appartenance à un pays où l'énergie, l'eau potable, la nourriture à bas prix, l'éducation, la santé, le logement, sont accessibles au plus grand nombre. On est riche de ce qu'on n'a pas forcément dans son larfeuille, mais qu'on n'a pas à payer très cher et qu'on peut

trouver facilement. En France, un pauvre même très pauvre peut se faire soigner, ses enfants vont à l'école, il trouve à manger, et la plupart du temps il est logé. Il arrive souvent qu'il ait une bagnole. De l'autre côté, derrière ce véritable schisme qui sépare le monde riche du monde pauvre, un pauvre n'a accès ni à la bouffe, ni à l'eau potable, ni à l'éducation, ni à la santé, ni au logement, ni à une énergie quelconque. La plupart du temps il est jeune et vit dans un bidonville. Il fait partie d'une paysannerie déracinée qui se mue en prolétariat urbain, pour le plus grand profit de multinationales le plus souvent américaines, européennes ou japonaises. Il produit des biens auxquels il n'aura jamais accès. Du café, de l'or, du pétrole, de l'uranium, des composants, des t-shirts, des chaussures, du sucre, du chocolat, du cuivre, des émeraudes, des montres, pour des gens qui s'intitulent pauvres aussi mais dont la condition est aussi lointaine de la sienne qu'un intouchable l'est d'une caissière de supermarché. Le partage colonial est si profondément enraciné dans notre compréhension du monde que nous ne l'identifions même pas.

Nos gouvernants, en revanche, savent ce qu'ils font. À partir du moment où l'on a décrété que certains peuples sont là pour en servir d'autres, la bonne marche des choses réclame que l'on musèle la moindre aspiration des dominés à récupérer ce qui leur appartient pour en faire un usage personnel. C'est ainsi que Chirac n'avait pas craint de lancer la fabrication des fameux missiles nucléaires M-51, en l'absence de toute menace, afin de pouvoir opérer des frappes « de chan-

tage ou d'avertissement » (chacune de ces têtes a une puissance d'un dixième de la bombe d'Hiroshima) « au cas où nos intérêts vitaux seraient menacés ». Il faisait ainsi péter en mille morceaux le traité de non-prolifération.

Nos intérêts vitaux ? Il s'agit, comme le président le précisait ensuite, de nos « sources d'approvisionnement ». Ce brave Chirac se déclarait prêt, dans la plus profonde indifférence, à lancer le feu nucléaire sur tout pays qui s'aviserait de trouver le partage du monde un peu inéquitable, et aurait l'insolence de vouloir y remédier.

La roue tourne, les présidents passent. Le nôtre reste fidèle à la lettre de la nouvelle doctrine : « *Tous ceux qui menaceraient de s'en prendre à nos intérêts vitaux s'exposeraient à une riposte nucléaire sévère, entraînant des dommages inacceptables pour eux, hors de leurs objectifs* », ou « *Nous ne pouvons exclure qu'un adversaire se méprenne sur la délimitation de nos intérêts vitaux, ou sur notre détermination à les sauvegarder. Dans l'exercice de la dissuasion, il serait possible de procéder à un avertissement nucléaire, qui marquerait notre détermination* », clamait-il en mars dernier. Quant à l'esprit... tous ces discours virils enrobaient la délicate annonce à nos culottes de peau que la France allait réduire d'un tiers son arsenal nucléaire aéroporté. Là où Chirac avait relancé la prolifération, Sarko semble avoir à cœur de la stopper de nouveau, tout en faisant de grands mouvements de menton et en essayant de fourguer à la moitié de la planète nos centrales clé en main. Ce n'est quand même pas parce qu'Areva s'est fait remonter les bretelles dans une ombre chinoise au Niger, et doit désormais payer l'uranium à son prix ? Ces foutus Chinois n'ont donc pas peur du nucléaire ?

Après quarante ans d'éviscération monopolistique de son uranium par Areva à un prix insultant (un tiers des centrales françaises s'en gobergent), le Niger a décidé d'ouvrir son sous-sol aux requins chinois, canadiens, états-uniens, etc. Bilan des courses : Areva a été obligé de doubler le prix payé pour le minerai afin de rester sur les rangs, atteignant le prix spot (plancher) sur le marché mondial. C'est bien de menacer les enfoirés qui voudraient toucher à nos approvisionnements, mais quand ces enfoirés ont une puissance de feu double ou triple, on fait quoi ?

Laurence Biberfeld

10 - Patrons dans la mouise !

Voici un tract de la CGT du site de Peugeot Sochaux distribué en mai 2008 et publié par la revue « contre courant » n° 195 de Juin. Il nous semble se passer de commentaires.

Où vont les richesses produites par votre travail à Peugeot SA ?

Au Pdg M. Streiff = 5 796 € par jour !!!

Vous ne le croyez pas ? Et pourtant ...

Ce chiffre et ceux, tout aussi hallucinants, que vous trouverez ci-dessous sont extraits :

- du rapport de l'expert-comptable sur les comptes 2007 de PCA (Peugeot Citroën Automobiles), établissements de Sochaux, Mulhouse, Rennes, Poissy, Aulnay, etc.

- et du document officiel de référence 2007 du groupe PSA (qui comprend PCA, Faurecia, GEFCO et leurs filiales dans le monde) soumis à l'Assemblée des actionnaires du 28 mai.

Ces chiffres sont donc officiels et vérifiables sur le site psa-peugeot-citroen.com, rubrique actionnaire, chapitre info réglementée AMF.

M. Folz se servait bien

En 2007, M. Folz a été président du Directoire PSA du 1^{er} janvier au 5 février. Pour ce mois d'activité, il a touché une rémunération de 94 011 £ (p. 37 du doc de référence 2007). Il a donc touché 2 611 € par jour, samedis, dimanches et fériés compris. Il a ensuite touché une prime de départ en retraite de 920 901 € (p. 313). PSA lui garantit à vie une retraite égale à la moitié de la moyenne de ses trois meilleures années soit une garantie d'environ 700 000 € par an. Vous n'avez pas fini de payer pour lui !

... M. Streiff se goinfre

M. Streiff, PDG à partir du 6 février, a touché en 2007 une rémunération de 1 906 861 € (1,9 million d'euros) (p. 37). La bagatelle de 5 796 € par jour, samedis, dimanches et fériés compris !!! Par rapport à Folz, l'augmentation est de 122 %. Presque aussi fort que Sarkozy ! Et c'est lui qui, en arrivant, a bloqué nos salaires, les embauches, les budgets. C'est lui qui supprime les emplois au nom des économies à faire sur la masse salariale !!! Au nom des économies, on nous chipote une paire de gants au Ferrage, on ne peut pas avoir de chaussures de sécurité convenables au Montage, et partout, les budgets sont réduits à la portion congrue. Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! Je m'empiffre, serrez-vous la ceinture !!

Stock-options en primes

En plus des 1,9 million d'euros, M. Streiff s'est attribué 140 000 stock-options (p. 38)

Les stock-options, c'est le droit accordé à quelques dirigeants de disposer d'actions de l'entreprise, à un prix fixé une fois pour toutes. Si la valeur de l'action descend : le dirigeant ne fait pas valoir son droit et cela ne lui coûte rien. Si la valeur de l'action monte : le dirigeant prend les actions auxquelles il a droit et les revend immédiatement au prix fort. Il empoche la différence. C'est donc une loterie où l'on ne paie le billet que lorsqu'il est gagnant !

Exemple : en 2007, M. Saint-Geours (PDG de la marque Peugeot, aujourd'hui président de UIMM a « levé » les 21 000 stock-options qui lui avaient été attribuées à 21 € en 1999. Le cours de l'action PSA étant à 45 €, il a encaissé, sur le dos de l'entreprise, une plus-value de $21000 \times (45 \times 21) = 504\,000$ €.

Jetons de présence

Les membres du Conseil de surveillance PSA ont une rémunération fixe et, en plus, une prime de présence de 5 à 10 000 € à chaque fois qu'ils participent à une réunion du Conseil. Thierry Peugeot a ainsi touché en 2007 = 457 000 €. Jean-Philippe, Robert, Bertrand et Roland Peugeot sont aussi bénéficiaires de ces jetons de présence. Une affaire de famille ! Le baron Seillière n'a eu que 27 000 € mais il faut dire qu'il ne peut pas assister aux réunions car il est en même temps patron de l'UNICE (Medef européen), patron de De Wendel, président de la Société lorraine de produits sidérurgiques, membre des conseils de surveillance de Veritas, Hermès, Edifis, Gras-Savoie, Oranje Nassau ... Son inscription au conseil de surveillance PSA, c'est seulement pour l'argent de poche !

76 millions € à la poubelle

En 2007, M. Streiff a pris 75,8 millions d'euros dans les caisses de l'entreprise pour racheter en bourse 1 250 000 actions PSA et les détruire. Le rachat d'actions est une opération financière qui consiste, pour une entreprise, à racheter ses propres actions à la Bourse, puis à les annuler. La diminution du nombre d'actions a deux conséquences : cela fait monter le cours (la valeur) des actions restantes et cela augmente le dividende par action. Depuis 1999, c'est 2,7 milliards d'euros que MM. Folz et Streiff ont ainsi détruits pour le seul profit des gros actionnaires.

Un silence assourdissant

Les trafics de la Direction PSA avec la caisse noire de l'UIMM (0,5 million contre la grève d'Aulnay), sont camouflés dans l'opacité de la comptabilité.

Bien malin qui pourrait les retrouver, d'autant que la Direction refuse obstinément de répondre à toutes les questions CGT sur ce sujet.



D'autres chiffres choquants

Pillage de la Sécu. Peugeot-Citroën Automobiles (non compris Faurecia et GEFCO) a bénéficié en 2007 de 32,9 millions € d'exonérations de cotisations de Sécurité sociale (dites exonérations « bas salaires »). Moins on est payé, plus la Direction bénéficie d'exonérations et plus la Sécu boit le bouillon !

Qui va payer le paquet fiscal ? La taxe professionnelle payée pour Sochaux, Mulhouse, Poissy, Rennes, Aulnay... est passée de 112 millions € en 2006 à 75 millions en 2007, soit une baisse de 33 %. L'expert-comptable indique que cette baisse d'impôt de 37 millions est le résultat de la « réforme » de la taxe professionnelle. À votre avis, comment les communes concernées vont-elles compenser ce manque à gagner ?

Des propositions scandaleuses

M. Streiff propose à l'assemblée des actionnaires PSA le 28 mai

- de verser 351 millions € de dividendes (+ 11 % aux actionnaires),
- de l'autoriser à prendre en 2008 jusqu'à 1,1 milliard d'euros dans les caisses de l'entreprise pour effectuer le rachat de 17 000 000 actions PSA, pour les détruire,
- d'attribuer 2 500 000 stock-options aux principaux dirigeants de l'entreprise en plus de leur rémunération « habituelle ».

Ces propositions sont totalement scandaleuses. Il est temps de se faire entendre pour une meilleure répartition des richesses que nous produisons, et l'augmentation des salaires de 300 €.

« La vie des autres » avec EDVIGE (Communiqué du Syndicat de la Magistrature)

Une affaire gravissime dont presque personne ne parle : le décret n° 2008-632 du 27 juin 2008, publié le 1^{er} juillet 2008 au Journal Officiel, institue un nouveau fichier dénommé EDVIGE. Nous reproduisons ci-dessous l'intégralité d'un communiqué du Syndicat de la Magistrature.

Un décret publié le 1er juillet 2008 au Journal officiel institue un nouveau fichier dénommé EDVIGE, organisant le fichage généralisé et systématique de « toutes personnes âgées de 13 ans et plus » « ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui joue un rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif ». En clair, tous les citoyens ayant un jour souhaité s'investir pour leur cité.

Il est également prévu de fichier tout individu, groupe ou organisation dont l'activité est susceptible de troubler l'ordre public et de permettre aux services de police d'effectuer des enquêtes administratives pour l'accès à certains emplois ou à certaines missions, sur la base des éléments figurant dans le fichier EDVIGE.

L'enregistrement des données à caractère personnel n'a aucune limite, ni dans le temps ni dans son contenu, puisque pourront être répertoriées toutes les informations relatives aux fréquentations, au comportement, aux déplacements, à l'appartenance ethnique, à la vie sexuelle, aux opinions politiques, philosophiques et religieuses, au

patrimoine, au véhicule etc....

Si le décret du 14 octobre 1991 permettait déjà aux Renseignements Généraux de récolter et détenir des informations sur les personnes majeures impliquées dans le débat public, EDVIGE étend considérablement le champ des données collectables, comme les motifs justifiant le fichage.

En effet, il s'agit aujourd'hui d'informer le gouvernement sur des individus engagés et non plus de lui permettre d'apprécier une situation politique économique ou sociale.

Malgré les recommandations du Conseil de l'Europe et les nombreuses réserves de la CNIL concernant ce fichier, le gouvernement fait le choix d'adopter un mode de recensement des populations particulièrement attentatoire aux libertés et au respect de la vie privée.

De même que la rétention de sûreté a vocation à prévenir d'un crime hypothétique, EDVIGE pourra avoir vocation à se prémunir contre toute forme d'opposition.

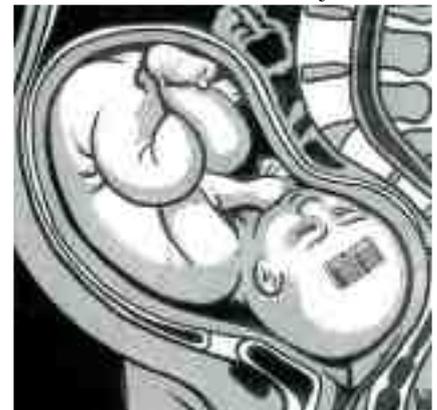
En effet, comment ne pas rapprocher EDVIGE (on s'interrogera au passage sur le choix d'un prénom féminin) d'un contexte autoritaire plus global qui remet

en cause l'indépendance des médias, comme celle de la Justice, et qui mène une lutte permanente contre les acteurs du mouvement social ?

Cette dimension nouvelle du fichage politique introduit, au prétexte toujours bien commode de l'ordre public, un moyen puissant de dissuasion de toute forme de contestation ou d'opposition citoyenne.

Le Syndicat de la magistrature appelle à la mobilisation contre la mise en place de ce fichier d'inspiration anti-démocratique et examinera toute forme d'action juridique pour empêcher sa mise en oeuvre.

Le 3 juillet 2008



Eoliennes industrielles, le début du déferlement ?

C'était prévisible (cf Creuse citron 16). Le vote d'une ZDE (zone de développement de l'éolien) par la communauté de communes de Royère-Bourgueuf en février fait déjà des émules. Rappelons que suite à cette procédure, ce sont désormais un maximum de 90 machines de 100 mètres qui sont théoriquement possible sur ce territoire.

C'est maintenant la communauté de communes du « Pays Creuse – Thaurion-Gartempe », qui est la cible de l'appétit des industriels ; leurs alliés locaux, attirés par les « retombées économiques » promises, ne manquent pas.

Nous venons donc d'apprendre, par hasard, qu'une ZDE avait également été votée par cette communauté de communes dans l'ignorance générale en début d'année ; un dossier est en passe d'être déposé en préfecture, suivant de près celui de Royère.

Chacun comprendra aisément que plus une opposition se fait entendre tôt face à de tels projets, plus elles a quelques chances de succès. Il serait en tout cas parfaitement honteux que ces calamités d'un nouveau genre passent sans susciter ici la moindre résistance.

Une deuxième réunion d'information critique sur les éoliennes industrielles aura lieu : le samedi 9 août à 16 heures, à l'Auberge du vieux canon, à Banize ; espérons-le avec plus de monde et de conclusions que la précédente. (Celle-ci s'est tenue à l'Atelier, à Royère, le 24 mai, avec un quinzaine de personnes, sans suites notables).

Contact :

Cédric De Queiros, 05 55 66 97 17.

Note : Signalons que des projets éoliens seraient aussi envisagés par la Com-

munauté de communes de Gentioux, Faux-la-Montagne... Quant au Recours Gracieux déposé en octobre 2007 par l'Association des amis des paysages bourganiauds contre le permis de construire relatif à la centrale éolienne de Janaillat-Saint-Dizier Leyrenne, il vient d'être rejeté.

Pour une étude approfondie des aspects techniques du problème, et malgré de sérieuses réserves sur les autres aspects, on peut consulter (disponible sur internet) :

« L'éolien industriel, une imposture écologique, un scandale financier », 34 p ; Marc Lefranc, Fédération environnement durable.

« L'arnaque de l'éolien industriel français », 12 p et « GES », 12 p ; Pierre Bonn, Vent de colère / Fédération nationale.

12 - Mauvaises fréquentations

Femmes polardement politiques

Après leur participation en mai au festival du polar, « Les Nuits noires d'Aubusson », les dames en noir sont revenues dernièrement sur le lieu de leur crime. « Creuse-Citron » a sauté sur l'occasion pour en savoir un peu plus.

Donc, à notre gauche, Sylvie Granotier, « une dame anglaise dans la campagne creusoise » et, toujours à notre gauche, Laurence Biberfeld, « la Géronimo rebelle en lutte sur tous les fronts ».

Creuse-Citron est un journal à forte coloration politique, donc nous allons parler de politique et, bien sûr, de polar puisque vous êtes deux « éminentes » dames de ce genre. D'abord, que suscitent en vous ces deux mots, polar et politique mis côte à côte ?

Sylvie : historiquement, le polar français a été connoté politique à la suite de Manchette. Ce que l'on appelle le néo-polar qui se voulait clairement engagé à gauche toute. Depuis on est revenu à un genre littéraire où on peut trouver tous les prismes possibles. Je dirai plutôt qu'il y a un regard sociologique du polar.

Laurence : Pour moi, c'est un pan du polar, engagé et nettement politique, peut-être, dans la lignée de ce qu'ont pu faire des gens comme Jack London et d'autres, un polar très engagé. Je pensais aussi à Oppel avec *Réveillez le président*. C'est extrêmement politique. Il y a aussi le bouquin de Fradier, *Un poison nommé Rwanda* qui se rapporte à des choses hyper contemporaines, qui posent encore problème maintenant.

Sylvie : Oui, ça me fait penser aussi au dernier livre de Caryl Ferey sur l'Afrique du Sud (*Zulu*). Mais, je continue de penser que le polar est un genre littéraire à part. On peut dire qu'il est politique parce qu'il révèle ce qui est caché : toutes les petites saloperies, les secrets d'une société... C'est pour cela que je dirais qu'il est plus sociologique que politique. Il y a un champ d'opinions diverses et variées. Mais, bien sûr, il est sur le contemporain : je crois que c'est Pouy qui en a parlé le premier en disant « polar comme polaroïd ». C'est l'instantané du moment.

Laurence : C'est vrai, il y a un côté profondément subversif dans le fait d'aller voir ce qui est caché, ce qui ne fonctionne pas, ce qui pose problème...

Et vous, personnellement, comment appréhendez-vous tout cela quand vous écrivez : en prenant un fait politique et en le développant, un peu comme l'a fait Oppel avec « Réveillez le président » ou alors est-ce que c'est pour essayer de faire passer carrément des idées et alors dans le livre-même, il y a un discours, ou encore est-ce seulement une ambiance qui susciterait une réflexion politique sans qu'il y ait un engagement clair ?

Laurence : Écrire des choses extrêmement engagées d'une façon ou d'une autre est une de mes motivations principales. J'essaie que ça soit bien écrit, agréable... Il y a, quand même, un côté pamphlet. En fait, quand on écrit des choses en suggérant tout simplement, c'est une forme de manipulation ; on veut toujours amener les gens à penser quelque chose ou à avoir telle ou telle idée.

Sylvie : Alors là, moi pas du tout. J'ai l'impression que je réfléchis pour moi-même quand j'écris. J'essaie de comprendre quelque chose au monde que je ne comprends pas. Je dirais que j'ai la démarche quasiment inverse. Quand j'écris un roman, je ne vais pas défendre une



Sylvie par Laurence

idée. Ce qui se passe simplement, que je défends, par contre, mordicus et qui fait la noblesse du genre, c'est que le polar, en général, a un point de vue sur le monde. Il n'est pas neutre. Mais si je dois exprimer mes opinions ou faire comme je fais en ce moment un travail avec des sans-papiers à la Santé, c'est à part. Je le fais en tant qu'écrivain me servant de la langue, essayant de servir de relais, mais je n'en fais pas un roman. Je me sentirais, même, incapable d'en faire un roman parce que je ne pourrais pas raconter de l'intérieur ; et moi, j'aime bien raconter des choses au plus intime, de l'intérieur.

Laurence : Pour moi, le politique est absolument viscéral, ce n'est pas du tout un

truc plaqué. Ça part d'une indignation, d'un désir d'expliquer des mécanismes ; cela a la même racine que mes activités militantes et je le ressens vraiment comme ça. C'est une motivation essentielle de mon écriture. Je pense, en outre, qu'effectivement, tu peux avoir, comme tu as la chanson engagée qui est, quand même, tout un pan de la chanson populaire, peut-être restreint, mais qui a sa noblesse, sa spécificité, une littérature elle aussi engagée. Je pense, réellement, que c'est une forme littéraire parfaitement accomplie, bien construite... tout à fait respectable. *La chanson des Canuts*, c'est une chanson magnifique. On ne peut pas être plus explicite.

Sylvie : J'ai le sentiment que, dans le militantisme, tu es tenu forcément, si tu veux être actif et pratique, d'avoir des idées assez arrêtées en noir et blanc. Par contre, dans le roman, on est tout le temps dans le gris. J'ai l'impression de toujours osciller, d'être toujours dans un questionnement où rien n'est simple. Je n'ai jamais pu faire le portrait d'un franc salaud qui ne soit qu'un salaud parce que ce qui m'intéresse, c'est sa part qui me ressemble. Dans les romans, c'est *part d'ombre* (roman de James Ellroy) que je cherche. Je n'ai de légitimité à parler de certains problèmes que si je ne suis pas là en juge. J'ai un point de vue, mais je suis seulement en tentative de comprendre cette part de l'humain qui conduit aux pires comportements.

Laurence : Ce n'est pas un problème. Je ne fais pas des personnages tranchés comme cela. D'ailleurs je ne crois pas au bien et au mal. Je crois qu'il y a des mécanismes pernicieux, mais il n'y a pas de gens pernicieux ; c'est simplement que certaines choses sont vouées à être destructrices, mais cela reste des mécanismes. Il y a des sociétés qui, vraiment, tendent vers la destruction, vers des choses très mauvaises. L'humain est le même partout. Je ne pense pas qu'un patron est génétiquement différent de moi, c'est le même dans un rôle différent, à sa place je serais probablement à peu près comme lui si j'avais eu son éducation... Je veux juste pointer des mécanismes, des rapports humains, des choses qui font qu'à un moment tu vas te

désolidariser de toute une partie de l'espèce humaine. Tu es mis dans une position de quasi prédation. Le fait que les gens soient malheureux, c'est important pour que, toi, tu puisses être heureux. Enfin, tu ne peux pas être riche s'ils ne sont pas pauvres. Ce sont des choses aussi élémentaires que ça. Pour que toi, tu aies plus, il faut qu'ils y en aient qui aient moins. Il y a des sociétés qui fonctionnent comme cela en opposant les gens, mais il y a aussi des sociétés qui sont plus coopératives. Tu finis toujours par arriver à certaines conclusions ; il y a des choses qui sont systématiquement oppressives. L'humain est un singe, il est capable du pire comme du meilleur. Il est ce qu'il est en fonction de là où il est.

Sylvie : Ce que j'essaie de dire, c'est que pour un militantisme efficace dans la vie, c'est-à-dire engagé, tu es obligé de te dire « ça, ce n'est pas bien, je suis contre », violemment si nécessaire. Si j'écrivais un roman sur les sans-papiers, je ne dis pas que je défendrais la politique gouvernementale mais je serais obligée de chercher, de comprendre comment un mec comme Hortefeux avec le parcours qu'il a, fait la politique qu'il fait par exemple.

Laurence : Je n'ai pas de discours politique, c'est plus des trucs de dénonciation. Pour moi, les ministres ce sont des boulons, c'est sûr qu'ils ne m'intéresseront à aucun moment ; ce sont des mecs absolument interchangeables y compris notre cher président. Le Hortefeux, on se cristallise là-dessus, mais si ce n'est pas lui, ce sera un autre.

Sylvie : Je ne suis pas d'accord. Je ne pense pas qu'ils soient interchangeables. Je pense que la personnalité de Sarkozy est essentielle dans tout ce qui se met en route en ce moment. Dans sa façon de faire, dans son organisation, c'est un modèle qu'on n'avait jamais eu encore.

Laurence : C'est un modèle qui met le turbo, mais tout cela était lancé depuis beaucoup plus longtemps que ça.

Sylvie : Mais là, ce sont tous les domaines qui sont attaqués simultanément, un peu comme une tactique guerrière.

Laurence : Ça fait longtemps qu'ils ont été mités. Que cela soit les services publics, les politiques nationales, l'espace Schengen... c'est quand même des choses qui, petit à petit, ont été grignotées depuis le début des années Mitterrand.

Sylvie : Mais je pense que l'absence



Laurence par Laurence

de réactions vient de la multiplication des foyers attaqués. Ça tient à sa personnalité, à sa façon d'allumer des feux un peu partout, en passant en force quoi qu'il arrive et ça crée une forme d'annihilation de toute capacité de réaction. Je trouve cela terrifiant et ça tient à sa personnalité.

Laurence : En même temps, nous ne savons pas tout ce qui se passe parce qu'il y a quand même pas mal de réactions assez violentes. Par exemple, en ce moment, il y a pas mal de grèves dans le privé qui ne sont absolument pas médiatisées. Alors on croit que personne ne réagit alors que quand on réagit, c'est complètement étouffé.

Sylvie : Je pensais à la parole politique.

Laurence : Alors là, c'est sûr, elle est très douce, c'est le moins que l'on puisse dire. Elle est très consensuelle.

Sylvie : Il n'y a pas de pensée surtout, il n'y a pas d'analyse.

Un autre point sur votre participation aux « Nuits noires à Aubusson ». C'était assez étonnant car, toi Laurence, qui fait habituellement des romans assez engagés, qui posent des problèmes politiques sans ambiguïté, tu as eu des paroles le soir, au contraire, assez en retrait, et toi, Sylvie, paradoxalement, qui paraissait être une des moins engagées, tu as été celle, de l'avis de beaucoup de monde, qui a posé des problèmes politiques et qui a eu un discours clairement engagé. En fait, tu as été la seule !

Laurence : Entre ce que j'écris ou les articles que je peux faire (pour *Creuse-Citron* entre autres) et un certain militantisme, c'est vrai que pour moi, ce n'était pas le moment. D'ailleurs, la question s'était déjà posée l'année dernière. En plus, je suis dans une espèce d'overdose. En fait, je vais dans les sa-

lons presque pour me « reposer ».

Sylvie : Il n'y a pas de contradiction. Je décide de faire une fable. J'ai une passion pour La Fontaine. Je pense que c'est un des plus grands stylistes de la langue. C'est admirable ce qu'il a fait. J'adore l'homme qui était vraiment politique. Dans les fables, il dénonce, c'est le principe même ; donc si je choisis ce genre littéraire, je dénonce. C'est entièrement lié comme si on me demande un pamphlet, il sera forcément politique et militant, mais on reste dans la forme littéraire. Je ne vois là aucune contradiction.

Merci encore.

avec la complicité de **Francis Laveix**

Dernières publications

Laurence Biberfeld est entrée à la « Série noire » en 2002 avec *La B.A. De Cardamone*. Elle continue aujourd'hui son petit bonhomme d'écrivain à la « Suite noire » avec un court roman qui contient tous les ingrédients pour provoquer un joyeux bordel.

Dans un hôtel parisien haut de gamme sont rassemblés : des écrivains de polars autant en congrès qu'en virée, un tueur à gages en action, des révolutionnaires en mission secrète, des sans-papiers parqués pour le grand retour, les femmes de ménage de l'établissement en instance de luttes revendicatrices... N'en jetez plus, la révolution est pleine et surtout prête !

Un chouette petit blot aux éditions de la Branche, collection Suite noire 2008.

Sylvie Granotier a commencé son aventure dans le polar avec un *Courrier posthume* (1990) assez remarqué. Dans la lignée des grandes dames anglaises du noir, elle poursuit aujourd'hui son travail d'écrivain avec un roman psychologique enrobé d'un machiavélisme à toute épreuve.

Un acteur professionnel menteur (pléonasmisme ?) n'a pas de quoi surprendre. Qu'il s'accuse de deux meurtres, pas toujours avec un cadavre, et tout indique qu'il est plus fou qu'autre chose. Mais peut-on en être aussi sûr que cela ?

Tuer n'est pas jouer aux éditions Albin Michel, collection Spécial suspense 2008.

14 - Mauvaises lectures



Grève générale de Jack London, Ed. Libertalia, 2008.

Les éditions Libertalia continuent leur excellent travail en nous proposant deux nouvelles de Jack London (auteur légendaire de « L'Appel de la forêt » et du « Talon de fer ») publiées en 1909. La première, « Le rêve de Debs (*) » se présente sous la forme d'une fable politique des plus humoristiques. À travers les impressions d'un éminent représentant de la classe dominante, on suit l'effarement et l'inquiétude qui montent en lui face au développement d'une grève générale totale : le rêve pour tous les autres. La deuxième nouvelle, « Au sud de la Fente » fait ressortir l'ambivalence qui peut parfois exister entre deux univers aussi opposés que sont le monde des bourgeois nantis, imbus d'eux-mêmes et le monde ouvrier plein de fraternité et de rudesse. Là encore, l'humour et la tendresse sont au rendez-vous !

Dans une préface très intéressante, Noël Mauberret (Président de l'Association des amis de Jack London) survole l'itinéraire et l'engagement politiques de cet auteur hors norme que toute génération devrait lire pour se forger, au plus tôt, une conscience politique indispensable pour vaincre l'idéologie d'autorité à laquelle nous sommes soumis dès notre plus jeune âge.

(*) : Eugène Victor Debs fonda en 1893, « l'American Railway Union », une confédération syndicale destinée à lutter contre les trusts des chemins de fer. Il anima des grèves très dures qui le conduisirent en prison. Puis il passa de la lutte syndicale au combat politique.

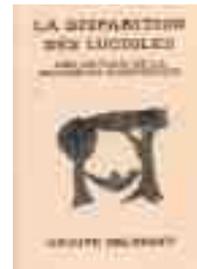


Compilè Classe... contre classe

Ce recueil de textes et de morceaux de musique (CD inclus) est édité par le collectif de soutien aux « *incendiaires engeolé-e-s* » un peu partout en France suite aux manifestations tous azimuts qui eurent lieu à l'annonce de l'élection de Sarkozy aux présidentielles de mai 2007. Plusieurs personnes ont été arrêtées et incarcérées, certaines lourdement condamnées et d'autres toujours en attente de leur procès. Solidarité et entraide naturelles, le soutien financier, moral et politique s'organise.

Le petit livret nous propose divers textes : un rappel des faits, des écrits actuels mêlant élections et mouvements sociaux récents, d'autres textes historiques ou non, plus théoriques « contre la démocratie ». A ce livret, est joint un CD de 24 titres (punk, rock, électro, hip-hop) dans lequel on peut retrouver La Fraction, Kochise, Fred Alpi, René Binamé et bien d'autres. Il se termine par un magnifique discours de Durruti (figure légendaire de la CNT-FAI espagnole) à Barcelone en 1932 : « ... il n'y a plus qu'un dilemme : ou mourir comme des esclaves modernes, ou vivre comme des hommes dignes par la voie directe de la révolution sociale. (...) C'est de vous que dépend le changement du cours de votre vie. »

Contact : csie@boum.org



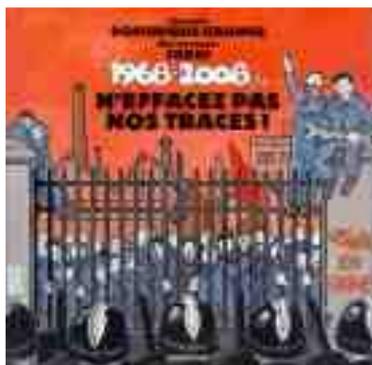
La disparition des lucioles. Une critique de la recherche scientifique par le Groupe Oblomoff, 2008 (60 p, 2 euros ; disponible au 21^{er} rue Voltaire 75011 Paris ou auprès de C.C.).

Au sommaire, la réédition de la plateforme du groupe (2006), suivi d'un texte développant les arguments et répondant aux objections rencontrées ; enfin des textes sur les interventions du groupe depuis sa constitution.

En dénonçant le mythe de la neutralité scientifique et en insistant sur la responsabilité centrale de la science dans l'état du monde et de la société, ces textes remettent en cause l'une des croyances les plus vives de notre époque, l'un des ciments les plus importants de notre société. Réclamer l'arrêt d'urgence de la recherche scientifique - réduite aujourd'hui pour l'essentiel à la « recherche et développement » - c'est s'attaquer à l'un des chaînons décisifs de la production industrielle contemporaine, et donc à l'ensemble de l'organisation sociale que celle-ci conditionne. Cet arrêt d'urgence devrait pourtant être, au vu de la gravité de la situation, la première conclusion du simple bon sens.

Si l'écologisme sous toutes ses variantes tend à se réduire à réclamer plus d'état, et à culpabiliser le « consommateur-citoyen », on a pu reprocher à l'opposé à la critique de la société industrielle de déboucher, à cause de la radicalité de ses remises en cause, sur l'impuissance ou la passivité. La tentative d'Oblomoff illustre qu'il est possible à partir de là de construire une critique et de la mettre en jeu, en brisant un peu l'omerta généralisée.

Cf « Les Ecooles » dans le programme de l'été.



1968-2008. N'effacez pas nos traces ! Chansons de Dominique Grange mises en images par Jacques Tardi, Casterman 2008.

Les chansons ont toujours ponctué les soulèvements populaires, ces moments où l'égalité dans l'action submerge l'ordre établi, bouscule ou détruit les appareils de la domination.

Le mélange subtil entre sa propre inspiration et les chansons du passé fait que Dominique Grange est à la fois celle

qui a en-chanté les années rouges de notre jeunesse, et celle qui conserve et transmet toute une histoire populaire, dominée, souvent invisible, mais qui rayonne dans ses mots et sa voix.

La magnifique mise en images par Tardi fait de cet album un superbe anniversaire de mai 1968 avec, à la fois, le souvenir de cet énorme soulèvement populaire, et la rage toujours tenace de continuer à se battre pour changer le monde.

Encore une fois, le bulletin de critique bibliographique, *À contretemps* (n° 31 juillet 2008) nous offre un excellent numéro avec un long interview du philosophe Jean-Claude Michéa (dernier ouvrage : *L'Empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*). À travers cette conversation, il revient sur son dernier livre bien dérangeant pour nombre de politiques baignant outrageusement dans un consensus idéologique des plus malfaisants. Il nous parle aussi d'Orwell qui l'a fortement influencé dans son parcours et sa réflexion philosophique. Enfin son entretien se termine par le rappel fondamental pour tous « qu'un mouvement radical conscient de ce qu'il a appelé la dimension anarchiste de la question politique (ou du syndrome de Stendhal) devrait toujours accorder une importance décisive aux trois principes suivants : en premier lieu, la rotation permanente des fonctions dirigeantes ; ensuite une politique de défiance systématique envers les micros et les caméras du système ; enfin [...] un souci constant de s'interroger sur son propre désir de pouvoir et sur son degré d'implication personnelle dans le mode de vie capitaliste ». Des principes à appliquer d'urgence !



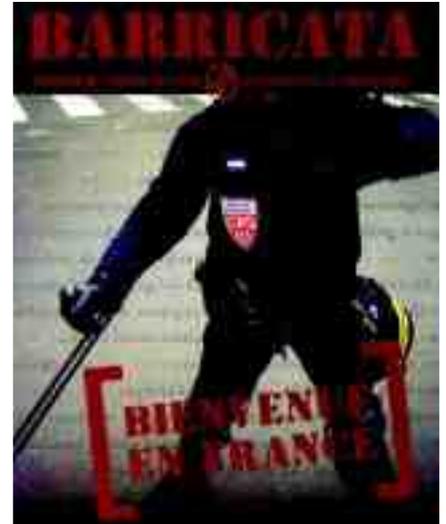
La couverture du numéro de **juin 2008** (n° 57) de *CQFD* est joyeusement sans ambiguïté. Son contenu intéressera tous ceux qui pensent que la lutte n'est pas encore perdue ! On lira un reportage sur les futurs « *facteurs d'avenir* », fer de lance promotionnel de la « nouvelle » Poste en pleine privatisation. La question du colonialisme sous une forme ou une autre a aussi largement sa place avec un long ar-

ticle sur la politique française en Afrique (« *Sarkosy ou la Françafrique décomplexée* ») ainsi que d'autres sur la Kanaky, dont un interview de Medhi Lallaoui à propos de son dernier documentaire, « *Retour sur Ouvéa* » (programmé lors du festival Bobines Rebelles en juin dernier). Sa programmation sur RFO en mai dernier, avait fait réagir des médias « caldoches » dans la plus pure tradition colonialiste (« *film militant, d'une violence inouïe, qui ravive les blessures...* »). Toujours à propos d'interview, le philosophe irlandais (vivant au Mexique), John Holloway revient sur sa thèse développée dans son dernier bouquin (« *Changer le monde sans prendre le pouvoir* ») : penser la révolution en terme de parti et de prise de pouvoir mène à un échec inévitable. De quoi désespérer notre cher Besancenot avec son nouveau... parti !

Le *fanzine de contre-culture antifasciste et libertaire*, *Barricata* termine l'édition de son dernier numéro (n° 16, **juin 2008**) par une citation de Libertad au plus près de l'actualité sarkosienne : « *La tyrannie la plus redoutable n'est pas celle qui prend forme de l'arbitraire, c'est celle qui nous vient couverte du masque de la légalité. Ce n'est pas celle qui sévit contre la révolte, c'est celle qui fait que la révolte ne sait plus être.* » Ne cédant pas au pessimisme ambiant, le journal propose un dossier sur les sans-papiers avec de nombreux témoignages d'étrangers raflés qui luttent au sein de ces ignobles centres de rétention ; l'incendie, dernièrement, du CRA de Vincennes (cf p. 1) n'en étant qu'un épisode dramatique parmi d'autres ! Plus loin, différents articles sur la Colombie nous rappellent qu'ici, résister socialement est loin d'être sans risque : depuis 1986, plus de quatre mille syndicalistes ont été assassinés. Et un « contrat » se monnaie à environ 80 euros. Nous sommes loin des Bétancourt et compagnie !

Gavroche, la *revue d'histoire populaire*, reste toujours aussi passionnante avec une iconographie de grande qualité. Dans son numéro d'**avril-juin 2008** (n° 154), elle revient sur deux tentatives personnelles contre le régime d'Hitler : l'incendie du Reichstag (1933) par Marinus Van der Lubbe et l'attentat de la brasserie Bürgerbräukeller (1939) par Georg Elser (*Marinus et Georg : comment résister au nazisme ?*). Calomnies et accusations mensongères accablèrent ces deux résistants pour le moins incompris et, malheureusement, le mouvement anarchiste, dans son ensemble, se joignit à cet hallali indéfendable. Il est clair que « *l'incompréhension rencontrée par ces deux actes de*

résistance et leur récupération par le régime national-socialiste illustrent l'extrême difficulté de la lutte contre une dictature totalitaire. » Et jusqu'à preuve du contraire, « *jamais aucune dictature totalitaire n'a été renversée de l'intérieur.*



Une fois que le mouvement totalitaire a pris le contrôle de l'appareil d'État, de l'armée et de la police, le peuple désarmé se retrouve dans l'incapacité de s'organiser pour résister efficacement. Marinus Van der Lubbe l'avait compris. Puisque les partis et les syndicats ouvriers renonçaient à la grève générale, il ne restait plus qu'un espoir : déclencher l'insurrection populaire par un geste spectaculaire. » Nous sommes encore loin de cette situation dans la France sarkosienne, mais qui peut dire ce que l'avenir nous réserve ?

Signalons la sortie du **numéro 12 d'Anartiste (mai 2008)**, sans doute la seule *revue culturelle et artistique anarchiste* publiée en France. Charles Pennequin est à l'honneur avec des textes, des collages, une très belle couverture... et un CD en bonus.

Avant de se quitter, je ne résiste pas au plaisir de rappeler le slogan de l'été du **Plan B (n° 14, juin-septembre 2008)** :



Francis Laveix

16 - Vous êtes cernés



Re-belle si tu voulais

Paroles ouvrières, paroles rebelles.

9-10-11 octobre 2008 à Limoges

organisé par Mémoire à Vif et Ciné Critique

Au cinéma le Lido à 20h30

Jeudi 9 : Harlan country USA, film de Barbara Kopple (USA 1973)

Vendredi 10 : Les camarades, film de Mario Monicelli (Italie 1963)

Au théâtre de l'Union

Samedi 11 à partir de 14h30, projection de documentaires sur les luttes sociales d'hier et d'aujourd'hui ; débat avec Dominique Dubosc (cinéaste), Jean-Pierre Levaray (syndicaliste et écrivain) et Charles Piaget (un des principaux acteurs de la lutte des Lip en 1973).

Samedi 11 à 20h30 Basta Ya ! Spectacle de la compagnie Jolie Môme.



Habitat groupé/partagé en Creuse

Nous sommes quelques amis qui cherchons, pour agrandir notre groupe et varier les projets, des personnes intéressées par une démarche collective d'habitat. Un des objectifs étant de préserver l'espace individuel tout en permettant à chacun de participer à l'enrichissement mutuel, dans un esprit de solidarité.

Les lieux et les locaux peuvent être en achat et/ou location, à la ville ou à la campagne avec possibilité de mise en commun atelier de bricolage, buanderie, chambres d'amis, potager...

Si ça vous intéresse, laissez vos coordonnées pour que nous puissions vous contacter et/ou donnez votre avis ou des pistes.

habitatcreuse@gmail.com - 05 55 66 04 88.

Un premier festival du film documentaire politique et social s'est tenu en Creuse les 13 - 14 juin.

Près de deux cent personnes y ont participé, dans une ambiance paisible et attentive.

Le vendredi soir le bar l'Atelier était plein et les trois salles de projection ont affiché complet toute la journée du samedi.



La programmation a rencontré les attentes du public, certains ont regretté l'absence de débats à l'issue des projections, mais il est toujours difficile de lancer un débat et de l'interrompre pour respecter l'emploi du temps des projections. Il y a sûrement quelque

chose à inventer pour permettre à la fois de visionner le plus grand nombre de films dans une journée et de permettre à ceux qui le veulent de prendre le temps de l'échange et de la discussion, toutes les idées sont les bienvenues.

Le fonctionnement en prix libre a été bien compris et a bien rempli son rôle en permettant à ceux qui étaient désargentés d'en profiter comme les autres.

Le bilan est donc très positif et les associations organisatrices doivent maintenant décider de l'opportunité d'une seconde édition.

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar Au Fabuleux Destin, 6 rue Roger Gerclier.

Bar Volup'thé, 57 Rue vieille.

Champagnat :

Snack-bar Aux deux Pas d'là.

Bar Le Relais, Montelladonne

Champagnat / St Domet : Etang de la Naute

Chaussidoux : Bar Restaurant La Stabu.

Chavanat La Roussille : Le Papillon rouge

Eymoutiers : Librairie Passe-Temps

Guéret :

Bar-tabac Le Balto, place du Marché.

Librairie Les Belles Images, rue E. France.

Bar-tabac Le Bolly, 2 rue Maurice Rollinat.

La Souterraine : Sandwicherie Le Damocless, 6 impasse St Michel.

Limoges :

Local associatif Undersounds, 6 rue de Gorre.

Woodstock boogie bar, 18 av. Montjovis.

Royère : Bar L'Atelier.

Sardent :

Bar Chez Bichette.

Bar Chez Josiane.

St Laurent : Bar L'Envolée 13 rue des Cerisiers et bien sûr dans les manifs et rassemblements.

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité# : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 5



Courrier postal : Creuse-Citron
C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS. (www.scribus.net)
Plateformes : Linux, MacOS X, Windows



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées. IPNS